

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Réchauffement climatique et faune sauvage : le Pôle Grands Prédateurs lance un cri d'alarme et présente un Manifeste en 5 points prioritaires !

Le drame survenu récemment à Lavans-lès-Saint-Claude (Jura), où sept renards ont été retrouvés noyés dans une réserve d'incendie artificielle, met en lumière une réalité brutale : face au stress hydrique historique et au dérèglement climatique, la faune sauvage meurt de soif en se retrouvant piégée par nos infrastructures.

Pour que les animaux sauvages ne soient plus les grands oubliés des politiques publiques, le Pôle Grands Prédateurs publie aujourd'hui un Manifeste pour un Plan d'adaptation de la faune sauvage au réchauffement climatique. L'association appelle à une action politique immédiate autour de 5 mesures d'urgence :

1. Sécuriser les infrastructures anthropiques : Rendre obligatoire l'installation de rampes d'échappement et d'échelles à faune sur tous les bassins de rétention et réserves d'eau pour stopper l'hécatombe par noyade.
2. Sanctuariser l'accès naturel à l'eau : Créer un réseau de mares forestières protégées et restaurer massivement les zones humides.
3. Garantir la libre circulation : Renforcer la Trame Verte et Bleue et multiplier les écoducs pour permettre les migrations climatiques vitales vers le nord et l'altitude.
4. Instaurer des trêves climatiques : Suspendre automatiquement la chasse et la régulation des espèces en période d'alerte canicule ou sécheresse extrême.
5. Intégrer la faune dans la stratégie « One Health » : Financer une surveillance éco-épidémiologique pour anticiper l'émergence de maladies liées au stress climatique.

« L'eau n'est pas un privilège humain, c'est un droit fondamental pour tout le vivant », déclare Mickaël Paul, représentant du Pôle Grands Prédateurs. « Adapter notre société au changement climatique sans y inclure ceux qui partagent notre territoire est un non-sens écologique. »

L'association interpelle officiellement la ministre de la Transition écologique ce jour et invite les parlementaires et les citoyens à se saisir de ce manifeste pour engager une révision urgente des normes de sécurité environnementale.